

colonies,—lesquelles étaient dues à l'absence d'un pouvoir central,—et qui ont proposé une confédération à l'instar du plan sur lequel comptait FRANKLIN pour empêcher une séparation d'avec l'Angleterre ?

L'HON. M. HOLTON.—Ce projet est considéré comme équivalant à l'indépendance.

M. MORRIS—Est-ce là ce que pense l'hon. député ? Je crois qu'en Angleterre l'opinion est tout autre. En 1853, lorsque la Colombie Anglaise fut érigée en colonie, on vit alors que les communes d'Angleterre ne songeaient pas à renoncer aux possessions de la Grande-Bretagne sur ce continent, car voici les paroles qui furent conseillées à la Reine en cette occasion :

"Sa Majesté entretient l'espoir que la création de la nouvelle colonie du Pacifique sera le premier pas dans la carrière du progrès sur lequel elle compte pour qu'un jour ses possessions de l'Amérique du Nord soient peuplées de loyaux et industrieux sujets depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique."

(Écoutez ! écoutez !) Je dis, M. l'ORATEUR, que rien ne prouve que les hommes d'état de l'Angleterre voient dans ce grand projet un acheminement à l'indépendance ; les faits cités l'autre soir par l'hon. député de Montréal-Centre prouvent directement le contraire. S'il tendait à ce but, je serais un des premiers à lui refuser mon appui, et nul doute que les hon. membres qui s'en sont déclarés les défenseurs, en feraient autant. Je ne crains pas de dire que tout gouvernement qui oserait présenter une mesure de ce genre serait de suite renversé et battu. (Écoutez ! écoutez !) Mais j'ajoute, M. l'ORATEUR, que j'ai été poussé à parler plus longtemps que je ne le voulais de la question de nos relations avec la métropole ; je signalerai néanmoins à l'attention de cette chambre un passage d'un livre que j'ai déjà cité et dans lequel je trouve l'exposé des idées politiques qui inspirèrent l'administration de lord JOHN RUSSELL, et une argumentation très serrée pour prouver que la possession des colonies n'est pas moins avantageuse à la Grande-Bretagne que les relations de celle-ci ne le sont avec ses colonies. Car, à n'envisager que le côté purement matériel de la chose et en faisant abstraction des liens plus forts et plus intimes qui existent, je reste convaincu que ce pays n'est pas du tout disposé à entrer dans la voie qui doit le mener à l'indépendance complète de la métropole et à la perte de ce prestige et de ce pouvoir attachés au seul

titre de sujet anglais qui lui font dire avec non moins de vérité qu'aux anciens Romains : "Je suis citoyen Anglais !" —Voici ce que dit le comte GREY :—

"On conviendra que la possession d'un certain nombre de fidèles alliés dans toutes les parties du monde, ajoutée à la puissance d'une nation, et qu'aucun pouvoir étranger ne saurait faire d'alliances avec l'Angleterre aussi étroites et aussi sûres que les liens qui l'unissent à ses colonies. Personne ne doit oublier non plus que la puissance d'une nation ne consiste pas uniquement dans la force physique, mais encore et non moins dans l'opinion et l'influence morale qu'elle commande. C'est à cet égard que la perte des colonies serait pour l'Angleterre une cause d'affaiblissement assez difficile à apprécier."

Plus loin, je lis ce qui suit :—

"Cependant, la conservation de ces liens est encore d'une plus grande importance pour ces dernières (les colonies) que pour la métropole, parce que toutes faibles et petites qu'elles soient, elles jouissent, en retour de leur allégeance à la couronne anglaise, de toute la sécurité et de la considération qui s'attachent à leur condition de membres de l'un des peuples les plus puissants de la terre. Nul pouvoir n'oserait attaquer ou molester même la plus petite de ces colonies, car tout colon porte avec lui dans les parties les plus reculées du globe cette protection que donne partout le titre de sujet anglais."

(Écoutez ! écoutez !)

Mais je passerai à un autre point de vue, en disant que je crois que toutes les conditions nécessaires à la formation permanente d'une union fédérale se trouvent réunies dans le projet que nous discutons en ce moment. Je tiens en ce moment dans mes mains un ouvrage assez remarquable sur le *Gouvernement représentatif*, par JOHN STUART MILL, dans lequel l'auteur énumère trois conditions nécessaires à l'union d'états indépendants, et que nous pouvons appliquer, en raisonnant *a pari*, aux provinces anglo-américaines qui cherchent à s'unir plus étroitement ensemble et par suite plus étroitement aussi avec la métropole. La première de ces conditions est celle-ci, savoir :

"Qu'il doit y avoir une sympathie mutuelle assez forte entre les populations."

C'est-à-dire, que—

"L'unité d'origine, de langage, de religion et surtout d'institutions politiques, est la plus propre à produire la communauté des intérêts politiques."

L'HON. M. HOLTON.—Écoutez ! écoutez !

M. MORRIS—Nous possédons à un haut degré ce lien si puissant de sympathie ; le